

EUR 8454 (3 crédits)
**Finances publiques locales,
services publics locaux et infrastructures urbaines**
Maîtrise en Études urbaines (MÉU)

Programme conjoint : Institut national de la recherche scientifique
(INRS-Urbanisation, Culture et Société)
Université du Québec à Montréal (Département d'Études urbaines et touristiques)

RIU 9501 (3 crédits)
**Financement des infrastructures
et finances publiques locales**

Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS)
Analyse socio-économique de la réhabilitation des infrastructures urbaines
Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation, Culture et Société)

Maîtrise en Réhabilitation des infrastructures urbaines (MRIU)
Programme conjoint : École de technologie supérieure
École Polytechnique de Montréal (Département de génie civil)
Université de Sherbrooke (Département de génie civil)
Université McGill (Department of Civil Engineering and Applied Mechanics)
Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation, Culture et Société)
avec la collaboration du
Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU)

AGU 7005 (3 crédits)
Analyse et gestion des services publics locaux
Maîtrise en analyse et gestion urbaines (MAGU)



Programme conjoint : École nationale d'administration publique
Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation, Culture et Société)
Université du Québec à Montréal (Département d'Études urbaines et touristiques)

Professeur : Pierre J. Hamel, INRS-Urbanisation, Culture et Société ¹
Montréal, automne 2005

 Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

<http://www.ucs.inrs.ca>

INRS-Urbanisation, Culture et Société, 3465, rue Durocher, Montréal, Québec H2X 2C6.

 (514) 499-4014. Télécopie : (514) 499-4065.  HamelPJ@UCS.INRS.ca

<http://www.ucs.inrs.ca/default.asp?p=hamel>

Pré requis

Aucun

Objectifs du cours

Favoriser une réflexion critique

sur les méthodes actuelles d'analyse des services publics locaux,
sur les modes de gestion et de financement des services publics locaux
et des infrastructures urbaines
sur les innovations possibles en matière de financement et de gestion
ainsi que sur l'évolution prochaine du secteur public local.

ACTIVITÉ

EUR8454 **Finances publiques locales, services publics locaux et infrastructures urbaines**
(3 cr.)

Description

Ce cours a pour objectif l'étude de la dynamique des finances publiques locales. Analyse des pratiques actuelles et examen des évolutions possibles selon différents scénarios (décentralisation, restructuration de l'État, participation du secteur privé); perspectives historique et internationale. Évaluation des services publics locaux; problèmes méthodologiques liés à la mesure et à l'évaluation dans une optique d'aide à la décision. Survol des divers modes possibles de mobilisation des ressources à des fins publiques dans le cadre d'une administration locale; en particulier, étude des modalités concrètes de financement pour la réhabilitation des infrastructures existantes, avec examen des expériences étrangères, incluant les pays en développement, en matière de participation du secteur privé au financement et à la gestion des infrastructures urbaines. Ce cours comprend des exposés magistraux accompagnés de discussions.

RIU 9501

Financement des infrastructures et finances publiques locales

Contenu général ²

Étude de la dynamique des finances publiques locales; analyse du système actuel et examen de son évolution possible selon différents scénarios de décentralisation; présentation des expériences étrangères à cet égard.

Survol des divers modes de mobilisation des ressources à des fins publiques: les impôts, les taxes, les tarifs, les cotisations sociales, les autres recettes publiques (notamment les monopoles fiscaux, les loteries, les amendes, les droits, les royautés et autres), l'emprunt, les taxes parafiscales, les autres modes d'orientation des ressources (par le biais entre autres du secteur étatisé, des sociétés para et péri-gouvernementales, des normes et des autres contributions imposées par l'État, du partenariat), les modes de mobilisation privée à des fins publiques ou collectives, etc.

Étude des modalités concrètes de financement pour la réhabilitation des infrastructures existantes; examen des pratiques courantes (emprunt et financement à même le fond général, taxes d'améliorations locales, contrepartie exigée des promoteurs, etc.) et présentation de stratégies mises en oeuvre à l'étranger; comparaison de ces stratégies avec les nouveaux modes de financement utilisés pour la construction de nouvelles infrastructures (redevances de développement, participation du secteur privé, etc.). Examen des expériences étrangères en matière de participation du secteur privé à la gestion et au financement des infrastructures urbaines.

² Reproduit de l'annuaire

AGU 7005

Analyse et gestion des services publics locaux

Contenu général ³

Ce cours est **centré sur l'évaluation** des services publics locaux. L'évaluation implique à la fois l'analyse des phénomènes et la mise en forme des résultats pertinents pour les agents impliqués dans une décision. Dans un premier temps, aborder les **problèmes méthodologiques** liés à la mesure et à l'évaluation des services publics locaux, découlant de leur place dans la production des biens collectifs. Dans un second temps, procéder à **l'évaluation effective** des services offerts et de leurs effets, de leur production, de leur fourniture, dans des municipalités du Québec.

Dans un dernier temps, resituer les problèmes de gestion des services publics locaux dans **l'évolution de l'ensemble du secteur public**, en insistant sur les facteurs structurels, tant au niveau économique que socio-politique qui conditionnent cette évolution.

³ Reproduit de l'annuaire

Mode d'évaluation

L'évaluation sera basée sur deux examens oraux ainsi qu'un travail à remettre au plus tard à la fin de la session. Il y a donc trois points d'évaluation dont les deux meilleurs contribuent chacun pour 40% à la note globale et l'autre pour 20%

Le premier examen portera sur la première partie du cours et le second... sur la seconde (!!!). Même si la matière de la première partie ne fera pas, comme telle, l'objet du second examen, elle y sera considérée comme acquise et les concepts vus devront être utilisés à bon escient.

Ces examens se dérouleront à livres ouverts (toute documentation permise) :

vous répondrez en 15 minutes à deux questions

que vous choisirez parmi les trois que vous pigez au hasard.

Vous avez 40 minutes pour préparer les réponses que vous livrerez oralement dans les 15 minutes qui suivent.

Les étudiants rédigeront également un travail d'une quinzaine de pages sur une étude de cas. Les concepts présentés dans la première partie du cours devront être utilisés pour analyser un mode de financement et de gestion d'une infrastructure ou d'un service public local. Le sujet devra le plus tôt possible avoir été accepté par le professeur.

Plan et calendrier

1) 8 septembre

Introduction générale

L'un dans l'autre, tout compte fait, est-ce que cela vaut la peine de...

2) 8 et 15 septembre

Apéritifs prolégoménitesques

a) L'évaluation des **compteurs d'eau**

« Les compteurs d'eau à usage domestique :
inefficaces, inefficients, insensés et inéquitables »

Exposé qui se situerait logiquement au point 1.8, sous la section I

I Le niveau et le sens de l'évaluation
ou encore,

sous la section

VIII- Le financement des infrastructures urbaines et des services publics
locaux

au point

VIII.3- Méthodes d'évaluation des outils de financement

b) **Privé ou public ?** Les opérateurs des réseaux d'eaux dans quelques pays d'Europe et d'Amérique du Nord

Exposé qui se situerait logiquement vers la fin de la session, aux sections

X- Modes de gestion et d'opération : privée ou publique ?

XI- Études de cas

N.B.

13 septembre	Dernier jour pour annulation de cours sans facturation
24 octobre – 28 octobre	Semaine de lecture
11 novembre	Dernier jour pour l'abandon sans mention d'échec avec facturation pour le trimestre d'automne

3) 22 septembre et 4) 29 septembre

I- Le niveau et le sens de l'évaluation

- I.1- efficience
 - I.1.1- rentabilité
 - I.1.2- productivité, contrôle opérationnel
 - I.1.3- efficience au sens large
- I.2- efficacité
 - I.2.1- objectifs (et résultats)
 - I.2.2- analyse causale
 - I.2.3- objectifs contradictoires
- I.3- pertinence
- I.4- efficience, efficacité, pertinence
- I.5- Services publics locaux et profit
- I.6- Tentation bureaucratique
- I.7- Processus de division du travail
- I.8- L'exemple de l'évaluation des compteurs d'eau

5) 6 octobre, 6) 13 octobre et 7) 20 octobre

II- Problèmes méthodologiques liés à la mesure et à l'évaluation

- II.1- mesures subjectives et objectives
- II.2- la construction d'indices empiriques et l'opérationnalisation des concepts

III- Les méthodes d'évaluation

- III.1- calcul de rentabilité
- III.2- avantages-coûts (coûts-bénéfices)
- III.3- évaluation multicritères
- III.4- méthodes descriptives

IV- La recherche, l'évaluation et la gestion démocratique

V- Équité et services publics locaux

VI- La participation des usagers

VII- La restructuration du secteur public local

8) 27 octobre : pas de cours («semaine de lecture»)

9) 3 novembre : examen intra-semestriel

Textes faisant l'objet d'une question à l'examen intra-semestriel

- 1- Belley, Serge. (2002). « Des communautés urbaines aux communautés métropolitaines : quelles innovations institutionnelles ? », *Organisations et Territoires*, vol. 11, n° 3 (automne), p. 51-57

- 2- Collin, Jean-Pierre. (2002). « La réforme de l'organisation du secteur municipal au Québec : la fin ou le début d'un cycle ? », *Organisations et Territoires*, vol. 11, n° 3 (automne), p. 5-13

- 3- Hamel, Pierre J. (2002). « Le " Pacte fiscal " entre le gouvernement du Québec et les municipalités : la raison du plus fort est toujours la meilleure », *Organisations et Territoires*, vol. 11, n° 3 (automne), p. 31-38
http://www.vrm.ca/documents/Hamel_PJ.pdf

- 4- Hamel, Pierre J. (2000). « La gestion des services publics locaux sur des territoires de très faible densité; préambules et hors-d'œuvre variés » *in* Mario Carrier et Serge Côté (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, xii et 343 p., pp.105-122.

- 5- Hamel, Pierre J. (1993). « L'un dans l'autre. Quelques questions inconfortables au sujet des méthodes qui tentent d'intégrer les multiples aspects de l'évaluation environnementale », *in* Claude E. Delisle, Michel A. Bouchard et Lyne Lauzon (dir.), *L'évaluation environnementale : un outil essentiel de planification*, Actes du 17^e Congrès de l'Association des biologistes du Québec, Québec, 1992, Coll. « Environnement », vol.15, Montréal : Université de Montréal, 440 p., p.313-321..

6- Hamel, Pierre J. et Alain Sterck. (1999). « Les sociétés d'économie mixte au Québec : une entreprise peut-elle être transparente ? », in Sylvain Petitet et Denis Varaschin (dir.). *Intérêts publics et initiatives privées. Initiatives publiques et intérêts privés. travaux et services publics en perspectives*, Actes du colloque tenu dans le cadre des Onzièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier, Lyon (décembre 1998), Vaulx-en-Velin : ENTPE (École nationale des travaux publics de l'État) et Arras : Presses Universitaires d'Artois, 462 p., pp.153-162

7- Lorino, Philippe (1989). *L'Économiste et le Manager. Éléments de micro-économie pour une nouvelle gestion*, Coll. «Textes à l'appui» série économie, Paris : La Découverte, 228 p. (Extraits: p.31-47 et 84-103).

8- Scharlig, Alain. (1985). *Décider sur plusieurs critères. Panorama de l'aide à la décision multicritère*, Coll. «Diriger l'entreprise» n°1, Lausanne: Presses polytechniques romandes, 304p. (Extraits: les trois premiers chapitres ainsi que le dernier)

9- Statistique Canada. (1996). *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation*, 18 p. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/62-557-XIB/french.pdf>

10- Sterck, Alain et Pierre J. Hamel. (1999). « Les sociétés d'économie mixte en Belgique : les intercommunales et le groupe Tractebel », in Sylvain Petitet et Denis Varaschin (dir.). *Intérêts publics et initiatives privées. Initiatives publiques et intérêts privés. travaux et services publics en perspectives*, Actes du colloque tenu dans le cadre des Onzièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier, Lyon (décembre 1998), Vaulx-en-Velin : ENTPE (École nationale des travaux publics de l'État) et Arras : Presses Universitaires d'Artois, 462 p., pp.163-168.

10) 10 novembre, 11) 19 mars et 12) 26 mars

VIII- Le financement des infrastructures urbaines et des services publics locaux

VIII.1- Théories des finances publiques

Biens publics, monopole naturel, externalités

Infrastructures en réseau

Rôle et modes d'intervention des pouvoirs publics

VIII.2- Dynamique des finances publiques locales

Modes de financement

VIII.3- Méthodes d'évaluation des outils de financement

Critères classiques d'efficacité économique et d'équité

(horizontale et verticale)

Critères de performance générale d'efficience,

d'efficacité et de pertinence

et de performance spécifique des outils fiscaux

comme le rendement, les modalités de contrôle, etc.

IX- Centralisation ou décentralisation

Le principe de subsidiarité

Théorie du fédéralisme fiscal

X- Modes de gestion et d'opération : privée ou publique ?

13) 1^{er} décembre

XI- Études de cas

La France : les agences de bassin et les partenariats publics-privés

La Belgique : fédéralisation et sociétés mixtes

L'Allemagne : l'interfinancement

14) 8 décembre

XI- Études de cas (suite)

La Grande-Bretagne : les privatisations

Les Etats-Unis : les agences spécialisées

15) 15 décembre : examen final

Textes faisant l'objet d'une question à l'examen final

1- Bergougnot, Jean (2000). *Services publics en réseau : perspectives de concurrence et nouvelles régulations*. Commissariat Général du Plan, Paris : La Documentation française. (extraits)

2- Collin, Jean-Pierre, Dany Fougères, Marcel Gaudreau, Rémi Haf, Pierre J. Hamel, Stéphane Pineault, Claire Poitras, Mario Polèse, Gilles Sénécal, Alain Sterck, Michel Trépanier et Nathalie Vachon. (1999). *Trois constats sur les infrastructures d'eaux*, Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre de la Consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec, 39p.

http://www.inrs-ucs.quebec.ca/pdf/rap1999_02.pdf

3- Coutard, Olivier. (1999). "L'accès des ménages à faible revenu aux services d'eau et d'énergie en France et en Grande-Bretagne", *Flux*, no 36-37, pp.7-15

4- Derycke, Pierre- Henri. (1994). "Les théories du fédéralisme fiscal. Hier et aujourd'hui", *Finances publiques régionales et fédéralisme fiscal*, Namur : Presses Universitaires de Namur, p.19-33

5- Hamel, Pierre J. (2005). « Le futur moins que parfait des très petites collectivités : recomposition territoriale dans l'arrière-pays québécois », in Laurence Bherer, Jean-Pierre Collin, Éric Kerrouche et Jacques Palard (dir.), *Jeux d'échelle et transformation de l'État : le gouvernement des territoires au Québec et en France*, actes d'un colloque international intitulé « Les recompositions territoriales au Québec et en France », organisé par le Centre de recherche et d'étude sur le Canada et le Québec en sciences sociales (CRECQSS) de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux et le Réseau interuniversitaire d'études urbaines et régionales (VRM), tenu à Bordeaux en mai 2004, Québec : Presses de l'Université Laval, xviii et 527 p., pp.177-201.

6- Hamel, Pierre J. (2004). « Loin des yeux... Les agences unifonctionnelles et les sociétés d'économie mixte (SEM) », in Sandrine Cueille ; Robert Le Duff ; Jean-Jacques Rigal (dir.) *Management local, de la gestion à la gouvernance: 6e Rencontres Ville-Management*, coll. « Thèmes et commentaires », Paris : Dalloz, 486p., pp.337-359

7- Hamel, Pierre J. (2001). « Changements socio-démographiques et fiscalité », in Jacques Véron, Sophie Penneç, Jacques Légaré et Marie Digoix (dir.), *Le contrat social à l'épreuve des changements démographiques – The Social Contract in the Face of Demographic Change*, actes du colloque tenu dans le cadre des *Deuxièmes Rencontres Sauvy* et des *Treizièmes Entretiens Jacques Cartier*, Montréal (octobre 2000), collection « Dossiers et recherches », n° 104, Paris : INED (Institut national d'études démographiques), 386 p., pp.323-344.

http://www.inrs-ucs.quebec.ca/pdf/rap2002_01.pdf

8- Hamel, Pierre J. (1990). « "Deffence et illustration" de l'impôt foncier assis sur la valeur marchande ⁴ », in Morin, Richard *et al.* (dir.), *Gestion locale et nouvelles problématiques urbaines au tournant des années 1990*, coll. « Études urbaines », Montréal : Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, x et 318 p., p.37-45.

9- Hamel, Pierre J. et Louis Carrier. (2005). « Les groupes européens de services urbains au Québec : une tête de pont en Presqu'Amérique », soumis pour publication.

10- Hamel, Pierre J. et Alain Sterck. (1997). *Analyse comparative de la gestion de l'eau dans divers pays, pour le compte du Ministère du Conseil exécutif*, Montréal : GRIEU (Groupe de recherche sur les infrastructures et les équipements urbains), INRS-Urbanisation, 86 p.

http://www.inrs-ucs.quebec.ca/pdf/rap1997_02.pdf

11- Initiative pour des services publics en Europe. *Lexique de l'utilité publique*

⁴ Le titre fait bien sûr un clin d'œil au pamphlet de Joachim du Bellay, publié en 1549 et intitulé « DeFFence et illuFtration de la langue française ».

12- Lemelin, André et Pierre J. Hamel, avec la collaboration d'Alain Sterck. (2000).
Étude sur la mise en place d'une taxe sur le stationnement dans la grande région de Montréal, pour le compte du Conseil régional de l'Environnement de Montréal, Montréal : INRS-Urbanisation, 135p. (extraits)

http://www.inrs-ucs.uquebec.ca/pdf/rap2000_01.pdf

Pour un extrait, voir : coll. « Inédits » n° 2001-06,

http://www.inrs-ucs.uquebec.ca/pdf/inedit2001_06.pdf

13- Problèmes économiques. Collection d'articles "Services publics et déréglementation".